



Délégation pour les relations avec
la Palestine
27-02-2020

La délégation du Parlement européen soutient l'appel palestinien en faveur de la sauvegarde d'une véritable solution à deux États

Dirigée par Manuel Pineda (GUE/NGL, Espagne), Président de la Délégation pour les relations avec la Palestine, une délégation du Parlement européen (PE) a conclu aujourd'hui sa visite officielle en Palestine. Cette mission s'est déroulée à un moment crucial dans le contexte du plan américain pour le Moyen-Orient récemment publié, des annonces israéliennes de nouvelles colonies de peuplement et de la recrudescence de la violence. Les membres se sont rendus à Jérusalem-Est, Ramallah, Bethléem, Hébron et le camp de réfugiés de Shu'afat, et ont rencontré le Premier ministre Mohammad Shtayyeh, le secrétaire général de l'OLP et l'ancien négociateur en chef Saeb Erakat, le conseiller diplomatique en chef du Président Majdi Khaldi, ainsi que le président du Comité central palestinien des élections et un large éventail de représentants et de citoyens de la société civile palestinienne.

Les autorités israéliennes lui ont de nouveau refusé l'accès à la bande de Gaza, bien que le but de la visite ait été de surveiller la situation humanitaire causée par le blocus qui a duré plus de dix ans. Refuser l'accès à Gaza aux membres du Parlement européen est devenu systématique et inacceptable.

Les Membres partagent l'opinion de leurs interlocuteurs palestiniens selon laquelle le plan des États-Unis ne peut pas servir de base à la reprise des négociations de paix, car il contrevient au droit international et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU (CSNU). Ils expriment leur soutien à la déclaration de principe faite par le haut représentant/vice-président (HR/VP) Josep Borrell au sujet de ce plan. Le moment est venu pour l'UE de présenter sa propre initiative en coordination avec d'autres acteurs internationaux.

La délégation se félicite de la volonté réitérée par les dirigeants palestiniens de s'engager dans des pourparlers de paix significatifs qui sont conformes au droit international et aux paramètres convenus au niveau international dans un cadre multilatéral.

La solution à deux États - sur les frontières de 1967 avec l'État d'Israël et l'État de Palestine viable et contigu vivant côte à côte dans la paix, la sécurité et la reconnaissance mutuelle - reste le seul moyen de paix.

La priorité immédiate de l'UE doit être de sauvegarder les paramètres de base de la solution à deux États. **À cette fin, la délégation exhorte tous les États membres de l'UE qui ne l'ont pas encore fait à reconnaître l'État de Palestine.**

La délégation demande également que la récente décision de la Cour de justice européenne sur l'étiquetage des produits de colonisation israéliens soit pleinement et efficacement mise en œuvre dans tous les États membres de l'UE. La politique de différenciation entre le territoire de l'État d'Israël et les

territoires palestiniens occupés dans les relations bilatérales de l'UE, y compris le commerce, avec les deux parties, est une obligation juridique et politique. Aucune activité liée à l'établissement et aucune organisation impliquée dans de telles activités ne devraient bénéficier d'un programme de l'UE, y compris Horizon 2020. La délégation demande à la Commission européenne de surveiller et de faire respecter strictement cette obligation légale.

À Jérusalem-Est, Hébron, Bethléem et d'autres parties des territoires occupés, la délégation a pu être témoin des effets dévastateurs des colonies israéliennes sur la vie quotidienne de la population palestinienne locale et sur la perspective d'une solution à deux États. Les Membres s'opposent fermement aux récentes annonces de bâtiments illégaux à Givat Hamatos, Har Homa et dans la zone critique E1, qui tendent toutes à isoler Jérusalem-Est du reste de la Cisjordanie.

La délégation a appris avec une profonde préoccupation l'augmentation de la violence des colons à Hébron depuis le départ de la Présence internationale temporaire à Hébron (TIPH) il y a un an, et appelle au rétablissement de cet important mécanisme de protection des citoyens palestiniens. Elle appelle également à la fin immédiate des démolitions de maisons et des transferts forcés de familles palestiniennes en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, et exhorte l'UE à exiger une indemnisation pour les projets financés par l'UE détruits par Israël.

La délégation a été témoin de la pression croissante exercée sur les résidents palestiniens à Jérusalem-Est et se félicite du programme de l'UE à Jérusalem-Est visant à renforcer la résilience de la population palestinienne et le caractère palestinien de la ville. Les Membres réitèrent que l'UE ne reconnaîtra aucun changement aux frontières de 1967, y compris en ce qui concerne Jérusalem, autres que celles convenues par les parties.

Au cours de sa visite au camp de réfugiés de Shu'afat, la délégation a également pu être témoin de première main du travail vital mené par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) en fournissant une éducation de qualité, des services de santé et l'aide de base aux résidents locaux. Les Membres appellent l'UE à accroître son soutien à l'agence des Nations Unies et à redoubler d'efforts pour convaincre d'autres partenaires internationaux, notamment dans le monde arabe, de respecter leurs engagements de soutien.

La délégation soutient les efforts visant à organiser des élections en Palestine, qui sont attendues depuis longtemps, et se félicite de l'accord entre les partis politiques palestiniens à cet égard. Il exhorte le Haut Représentant/Vice-Président Borrell à soutenir la demande palestinienne d'exercer son droit d'organiser ces élections également à Jérusalem-Est.

Les Membres se félicitent également du soutien offert par l'UE dans ce domaine, y compris par l'observation des élections. Le président Pineda a déclaré : « Il est essentiel de donner une voix à tous les citoyens palestiniens, y compris à Jérusalem-Est, et de renouveler la légitimité des institutions palestiniennes, que l'UE continue de soutenir politiquement et financièrement ».

Tout au long de sa visite, la délégation a eu des discussions fructueuses avec un large éventail de représentants de la société civile palestinienne, en particulier des organisations de femmes et des défenseurs des droits de l'homme, ainsi que des représentants de la société civile israélienne qui luttent contre l'Occupation. À la fin de leur mission, les Membres tiennent à les remercier tous pour leur hospitalité et à exprimer leur soutien à leur résistance pacifique et à leur lutte pour l'autodétermination, la démocratie et les droits de l'homme, conformément au droit international.

La délégation pour les relations avec la Palestine est dirigée par l'eurodéputé Manu Pineda (GUE/NGL, Espagne) et comprend l'eurodéputé Evin Incir, 1er vice-président (S-D, Suède), l'eurodéputée Margrete Auken, 2e vice-présidente (Verts/ALE, Danemark), l'eurodéputée Sylvie Brunet (Renouveau Europe, France) et l'eurodéputé Lefteris Nikolaou (N.A., Grèce).

Le Parlement européen est composé des groupes politiques suivants

Parti populaire européen (PPE) ; Alliance progressiste des socialistes et des démocrates (S-D); Renouveler l'Europe; Verts/Alliance libre européenne (ALE); Identité et démocratie (ID); Conservateurs et réformistes européens (ECR); Groupe confédéral de la Gauche unie européenne - Gauche verte nordique (GUE/NGL); enfin, certains députés ne sont affiliés (N.A.) à aucun groupe politique du PE.

Cette déclaration a été approuvée par l'ensemble de la délégation, à l'exception de l'eurodéputé Lefteris Nikolaou

TRADUCTION ANGLAIS → FRANÇAIS ET SURLIGNAGES PAR [AFPS ALSACE](#).

Le Parlement européen est composé des groupes politiques suivants
Parti populaire européen (PPE) ; Alliance progressiste des socialistes et des démocrates (S-D); Renouveler l'Europe;
Verts/Alliance libre européenne (ALE); Identité et démocratie (ID); Conservateurs et réformistes européens (ECR); Groupe
confédéral de la Gauche unie européenne - Gauche verte nordique (GUE/NGL); enfin, certains députés ne sont affiliés
(N.A.) à aucun groupe politique du PE.